

## **RAPPORT N° 404 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 10 SEPTEMBRE 2023**

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 2 au 9 septembre 2023 concernant les cas de violations des droits de l'homme commises au Burundi.

Au cours de cette période, au moins deux (2) hommes sont décédés au cachot du commissariat de police en province de Cibitoke à la suite du manque de nourriture et de mauvaises conditions carcérales.

Le rapport déplore aussi le cas de trois (3) hommes qui ont été enlevés par des éléments de la Police Nationale du Burundi (PNB) en mairie de Bujumbura et en province de Cibitoke.

### **1. Atteintes au droit à la vie**

- En l'espace de seulement deux jours, Pierre Mpawenayo (âgé de 37 ans) et Marcel Nduwimana (âgé de 34 ans), sont décédés respectivement les 5 et 7 septembre 2023 au cachot du commissariat de police en province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi) à la suite du manque de nourriture et de mauvaises conditions carcérales.

Selon des sources locales, Pierre Mpawenayo, natif de la colline et zone de Ngoma en commune de Murwi, et Marcel Nduwimana, originaire de la colline de Shimwe de la zone de Rusenda en commune de Bukinanyana, étaient accusés de vol dans des ménages. Ils ont succombé à la faim en raison de leur éloignement des membres de leurs familles qui auraient dû leur apporter de la nourriture. Ces décès interviennent dans un contexte général de violation des droits élémentaires des personnes détenues dans les cachots de la police où il y a inexistence de services de restauration des détenus. Ce problème général est exacerbé par une

surpopulation carcérale inouïe où 130 détenus sont entassés dans un cachot prévu d'accueillir seulement 20 personnes.

SOS-Torture Burundi demande aux autorités du pays, en l'occurrence le président de la République, d'initier dans les brefs délais un service chargé de restauration dans les cachots de police et de trouver des mécanismes visant au désengorgement des maisons de détention.

## 2. Cas d'enlèvements ou de disparition forcée

- Dans la matinée de mercredi 6 septembre 2023, vers 11 heures, un vétérinaire connu sous le nom de Désiré Sindayigaya a été enlevé sur la colline et zone de Buringa en commune de Gihanga de la province de Bubanza (nord-ouest du Burundi) par des individus en tenue de la Police Nationale du Burundi (PNB) à bord d'une camionnette double cabine blanche à vitres teintées et l'ont conduit vers une destination inconnue.

Selon des témoins, ses ravisseurs l'ont trouvé dans une pharmacie vétérinaire de cette localité où il était en train d'acheter un médicament et ont fait semblant de solliciter ses services avant de l'embarquer à bord de leur véhicule.

Depuis ce jour, les membres de sa famille ont tenté en vain de le joindre par téléphone et l'ont recherché sans succès dans tous les cachots de la province de Bubanza et de la mairie de Bujumbura.

- Dans l'après-midi de jeudi 7 septembre 2023 vers 12 h 30 min, Céleus Manirakiza a été enlevé par des individus non identifiés en tenue policière qui l'ont retrouvé à la station-service Top One située en zone de Gihosha de la commune urbaine de Ntakangwa, en mairie de Bujumbura (ouest du Burundi) et l'ont conduit vers une destination inconnue.

Depuis le jour de l'enlèvement de Céleus Manirakiza, les membres de sa famille ont essayé de le chercher dans tous les cachots de la capitale économique Bujumbura, mais en vain.

- Dans l'après-midi de vendredi 8 septembre 2023 vers 14 heures, Pasteur Samuel Mukeshimana, représentant légal de l'Eglise Elayon en commune de Gihanga de la province de Bubanza, a été enlevé à son lieu de travail de fabrication de briques dans le village 5 de la commune de Mpanda par des individus non identifiés à bord d'une camionnette Toyota Hilux double cabine à vitres teintées, mais sans plaque d'immatriculation, et l'ont conduit vers une destination inconnue.

Selon des sources locales, Pasteur Samuel Mukeshimana, originaire du Rwanda mais établi depuis plusieurs années au Burundi, dirige une église qui était considérée comme proche de l'ancien premier ministre Alain-Guillaume Bunyoni, actuellement en détention à la prison de Gitega, qui aimait rendre visite aux fidèles de cette congrégation religieuse.

Les membres de sa famille sont inquiétés du sort du Pasteur Samuel Mukeshimana du moment qu'ils ignorent ses ravisseurs et son lieu de détention. Cet enlèvement intervient au moment où, depuis l'arrestation d'Alain-Guillaume Bunyoni, Pasteur Samuel Mukeshimana vivait comme une personne en résidence surveillée. Il voyait en effet des personnes qui épiaient tous ses mouvements.

SOS-Torture Burundi déplore la recrudescence des cas d'enlèvements ou de disparition forcée depuis le mois dernier et demande aux autorités de la PNB ou celles du Service National de renseignement (SNR) de communiquer sur le lieu de détention de Désiré Sindayigaya, de Céleus Manirakiza et du Pasteur Samuel Mukeshimana. Elle demande aux responsables de ces services étatiques de mettre un terme aux enlèvements pratiqués souvent comme des méthodes d'arrestations.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.